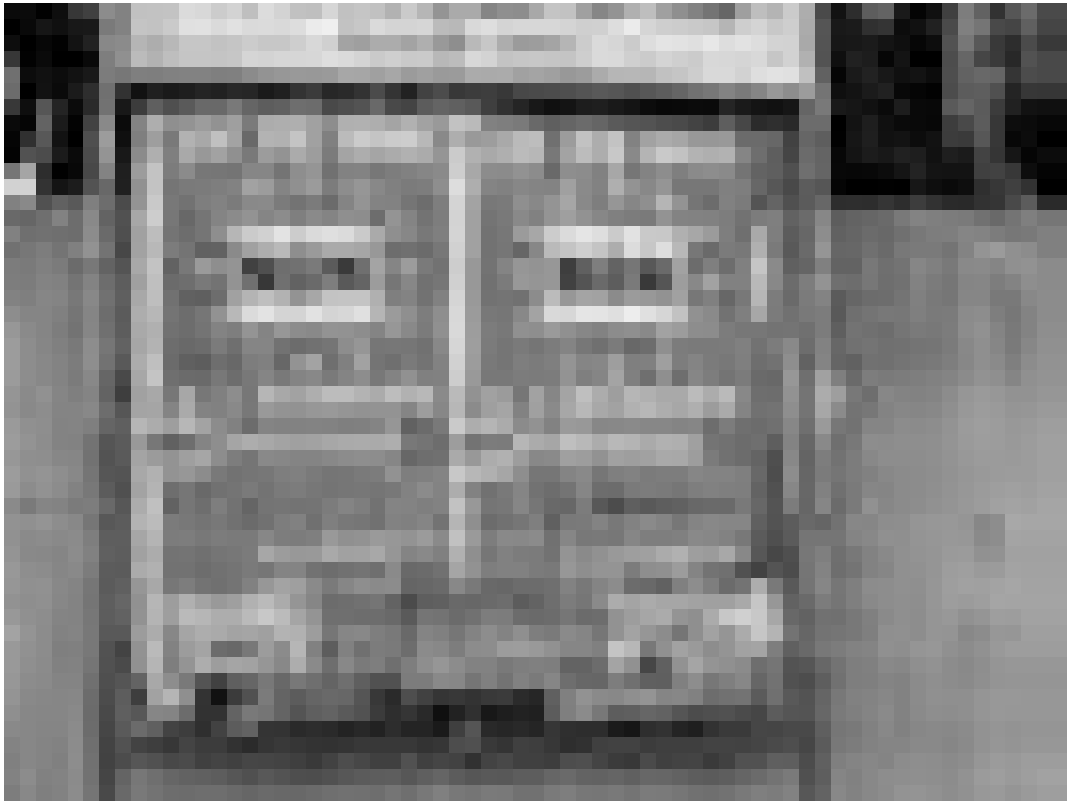


CONSTITUTION EUROPEENNE

# A la recherche de l'Europe perdue



Affiche socialiste ouiiste détournée par des nonistes. Après s'être entredéchirées pendant la campagne référendaire, les composantes de la gauche pourront-elles s'allier autour d'un projet européen progressiste? (photo: [www.local.attac.org/attac44](http://www.local.attac.org/attac44))

**Les Verts critiquent la dérive libérale, les socialistes s'intéressent à l'avis des citoyen-ne-s et la gauche radicale fait des propositions constructives. Le débat autour de la constitution européenne aurait-il des suites positives?**

"Si l'Europe veut augmenter les budgets de recherche et améliorer l'éducation, elle aura besoin de financements publics importants." Non, ce n'est pas un gauchiste incorrigible qui parle, mais le député vert François Bausch. Et de mettre en garde: "Si l'harmonisation fiscale vers le bas se poursuit, le taux d'imposition tendra vers zéro - de même que la capacité d'action des gouvernements. Cela réjouira peut-être les entreprises, mais ne ramènera pas la confiance des citoyens dans le projet européen, bien au contraire."

Un pas à droite, un pas à gauche. Après avoir succombé pendant des années aux sirènes du tout-marché et de la libre entreprise, voici que le leader vert redécouvre les charmes de la démocratie participative et des politiques publiques. Mercredi dernier, son parti avait invité à une conférence de presse pour commenter la situation de l'Union européenne en cette année de 50e anniversaire des Traités de Rome. Vingt mois après les référendums sur la constitution, où il avait fait cause commune avec la droite euro-béate, "Déi Gréng" met en avant des revendications de gauche et euro-critiques.

## Girouette verte

En premier lieu, le parti vert dénonce le "dumping fiscal" et le "dumping salarial" et demande un salaire minimum européen. "Il faut apporter une réponse aux inquiétudes des citoyens, aussi bien dans les nouveaux Etats membres que chez nous", a expliqué Bausch. Le député européen Claude Turmes est également intervenu pour demander plus de réglementation environnemen-

tale et un renforcement de la transparence et de la démocratie: "Les citoyens s'intéressent à ce que l'Europe leur apporte concrètement plutôt qu'aux discussions théoriques sur un remodelage de la constitution européenne."

Néanmoins le texte distribué lors de la conférence se prononce en faveur d'une constitution: "Un traité fondamental est nécessaire pour faire avancer la démocratie de l'UE, définir les valeurs et objectifs fondamentaux et délimiter les compétences entre l'UE et les Etats membres. Nous sommes en faveur du maintien des principes du traité proposé."

Cette dernière affirmation, plutôt vague, est tout ce qui reste de l'affirmation péremptoire que le texte proposé était le seul possible, partagée par tous les ouiistes lors de la bataille des référendums. Dans une interview récente au Quotidien, Nicolas Schmit, ministre délégué aux Affaires étrangères, s'est également rabattu sur une formule équivoque: "Il faut renégocier le traité, pas le réécrire." Par ailleurs les améliorations qu'il envisage ne sont pas très différentes de celles prônées par les Verts. "Il faut une union qui fonctionne mieux pour le bien-être de ses citoyens. Pour cela, il faut des institutions fortes qui puissent prendre des décisions. L'Europe doit aussi être plus démocratique et plus transparente", a dit Schmit lors de cette interview.

Il est vrai qu'aussi bien les Verts que le LSAP ont vu presque la moitié de leur électorat choisir le non au référendum de juillet 2005, malgré des consignes de vote très claires. Après avoir renvoyé la responsabilité, dans un pre-

mier temps, au passéisme ou à l'ignorance des citoyens, les deux partis ont fini par comprendre que l'image du projet européen avait surtout été ternie par les actions politiques de l'Union européenne.

## Débattez, citoyens!

"Après 50 ans d'intégration européenne, de nombreux citoyens ont l'impression d'un déphasage entre leurs attentes et ce qu'est devenu l'Europe", a constaté le ministre socialiste lors de la présentation du projet "European citizen consultation" (ECC) mercredi dernier. Il s'agit de laisser débattre sur l'Europe, les 10 et 11 mars, 45 citoyen-ne-s résidant au Luxembourg, choisi-e-s de manière aléatoire par l'institut de sondage TNS-Ilres. D'après Philippe Poirier, un des politologues chargés de l'encadrement de ce concile, l'objectif est d'une part d'offrir à l'opinion publique un canal supplémentaire d'expression, d'autre part d'avoir un effet pédagogique sur le débat européen. Les quatre sujets de discussion seront l'impact économique et environnemental de la consommation d'énergie, les conditions sociales et économiques pour les familles, le rôle de l'Europe dans le monde et la gestion de l'immigration ainsi que les identités en Europe. Ce même exercice est organisé dans les 27 Etats membres et sera couronné en mai par une "Final consultation" et une synthèse des discussions nationales.

Nicolas Schmit s'est félicité de cette initiative "qui donne la parole aux citoyens". Or le projet ECC, quel que soit son intérêt, n'est pas issu de la société civile, mais de la Commission européenne. Il fait partie du "plan D - démocratie, dialogue et débat", l'un des nombreux stratagèmes pour remettre sur les rails la constitution européenne. L'ECC sera-t-il instrumentalisé afin de court-circuiter les mécanismes démocratiques et de légitimer les projets de ceux qui l'ont initiée? "Ce n'est qu'un instrument complémentaire des élections et des enquêtes statistiques", a assuré Philippe Poirier. "L'ECC n'a pas une fonction plébiscitaire, mais consultative. Il faut que ça reste à ce niveau." Par ailleurs le groupe de 45 personnes comprendrait une proportion de nonistes représentative du vote au référendum.

Il serait compréhensible que des sociaux-démocrates comme Schmit, échaudés par la mobilisation contre la constitution et la directive Bolkestein, tournent le dos aux discours creux de l'euro-béatitude pour se consacrer à l'examen critique et à la réforme des politiques européennes. Cela leur éviterait d'être assimilés à une droite pro-européenne qui met en avant des "valeurs européennes" - la paix, voire le christianisme - mais délaisse le social. En fin de compte, la récente rencontre de Madrid des 18 pays ayant déjà ratifié la constitution, co-organisée par Nicolas Schmit, pourrait avoir favorisé le projet d'une droite groupée autour d'Angela Merkel: plutôt que de remodeler le texte de la constitution pour le rendre

plus social, celui-ci serait complété par une déclaration des objectifs sociaux sans valeur légale.

Entretemps, la gauche du "non pro-européen" n'est pas inactive. Les 23 et 24 février, le socialiste français Jean-Luc Mélenchon organisait à Paris un colloque en faveur de la mise en place d'une assemblée constituante lors des prochaines élections européennes. Celle-ci serait mandatée pour élaborer un nouveau texte, démocratiquement légitimé. Mélenchon a été l'un des leaders socialistes de la campagne pour le non au référendum, il a ensuite soutenu la candidature de Laurent Fabius, mais n'a pas voulu apporter son support à Ségolène Royal. Son organisation "Pour la République" entretient des contacts avec l'ensemble de la gauche radicale française et européenne. C'est une déclaration commune du socialiste et du leader du PDS allemand Oskar Lafontaine qui se trouve à l'origine de l'initiative pour une constituante.

## Autre Europe

Le colloque n'a guère eu d'écho médiatique, et la variété des participant-e-s a souffert de la conjoncture politique. En pleine campagne présidentielle, les différentes composantes de la gauche radicale française n'ont pas voulu se mouiller. De surcroît, la plupart des relais étrangers de Mélenchon sont alliés au parti communiste français et ont hésité à soutenir une initiative qui pourrait profiter à d'autres candidat-e-s. L'intérêt de l'initiative est d'affirmer publiquement qu'il existe un pôle de gauche pro-européen. Ainsi Henri Wehenkel, du parti luxembourgeois "déi Lénk", est

intervenu pour exprimer son inquiétude: "On est en train de détruire l'Europe et la solidarité. Cette Europe qui met les peuples en concurrence, qui décrète une certaine façon de gérer les biens communs, qui se militarise et s'enferme, ce n'est pas notre Europe." Clairement, pour les participant-es du colloque, le mot d'ordre "pour une autre Europe" n'a pas été une autre manière de dire non à l'ensemble du projet européen.

Mais ni en France, ni ailleurs, la discussion au sein de la gauche du non n'a encore pris de l'ampleur. Au Luxembourg, les socialistes et les Vert-e-s qui avaient opté pour le non ne se sont pas fédérés-e-s au sein de leurs partis. Et du côté de "déi Lénk", s'il y a consensus sur la nécessité de structures européennes, ce sujet ne bénéficie pas d'une priorité élevée. Quant à la proposition concrète de Jean-Luc Mélenchon, la constituante de 2009, Henri Wehenkel se montre sceptique: "On risque de se faire avoir." Le rapport de force n'est effectivement pas si favorable que cela aux revendications de gauche. Mais Wehenkel ne désespère pas: "Après tout, sur des sujets comme les délocalisations et le dumping fiscal, nos revendications sont partagées par les sociaux-démocrates et les Verts."

Raymond Klein

## Si Votre ramage se rapporte à Votre plumage ...

C'est avec une vaillance sans pareille que le woxx se trouve toujours en première ligne lorsque les plus faibles d'entre nous se voient spoliés, maltraités et exploités. Et pourtant, tel le chevalier blanc qui oublie l'orphelin pour mieux sauver la veuve, il nous arrive d'ignorer involontairement une victime sans défense. Cette semaine, un cri de détresse nous est parvenu. Le syndicat enseignant Apress a adopté quelques résolutions troublantes lors de sa dernière assemblée générale qu'il a faites parvenir à la presse. Ses membres sont outrés "par la manière dont certains journalistes colportent à l'envie l'image du professeur hostile à toute réforme et attaché à de prétendus privilèges". Mais ils sont aussi amers "que les sacrifices consentis avec le gouvernement n'ont fait l'objet d'aucun commentaire élogieux dans la presse". En guise de rattrapage, nous proposerons au conseil de presse l'organisation d'un séminaire de formation de six mois dispendié par le célèbre Dr. Kim Nam II, secrétaire général de la Confédération des journalistes de la république populaire et démocratique de Corée et hagiographe attitré du leader bien-aimé. Et de mettre à l'index Beaumarchais qui estimait que "sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur".

[www.greng.lu](http://www.greng.lu)

[www.uni.lu/recherche/flshase/stade/actualite](http://www.uni.lu/recherche/flshase/stade/actualite)

[www.pourlarepublique.sociale.org](http://www.pourlarepublique.sociale.org)